

SOCIÉTÉ



À ce jour, le Sénégal a pu sécuriser 54 localités réparties dans onze communes, soit plus de 2,2 millions de mètres carrés de terres déminées et 504 engins explosifs détruits.

YASSINE FALL

■ DÉMINAGE HUMANITAIRE EN CASAMANCE

Un nouveau projet pour désamorcer les mines et relancer l'espoir

Un ambitieux projet de déminage vient d'être lancé à Ziguinchor. Financé par le gouvernement indien pour la première phase, à hauteur d'un million de dollars (plus de 655 millions de Fcfa), ce programme marque une étape décisive vers la sécurité, le retour des populations déplacées et la relance économique dans le Sud du Sénégal.



70.000 m² de terres contaminées seront dépolluées grâce au projet de « déminage pour le développement en Casamance ».

ZIGUINCHOR - C'est un tour-

nant symbolique et opérationnel que vient de connaître la Casamance. Hier, le ministre de l'Intégration africaine et des Affaires étrangères, Yassine Fall, a procédé au lancement officiel du projet de « déminage pour le développement en Casamance ». La cérémonie s'est déroulée à Ziguinchor, en présence de l'ambassadeur de l'Inde, Dinkar Asthana, de la coordonnatrice résidente des Nations Unies au Sénégal, Ammata Maïga, du gouverneur de la région Mor Talla Tine, ainsi que d'autres autorités civiles et locales. Porté par le gouvernement du Sénégal et mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour le développement (Pnud), ce projet est intégralement financé par l'Inde à travers le fonds Inde-Nations Unies pour le partenariat au développement. Il mobilisera sur une période de 18 mois un budget d'un million de dollars

internationale.

« Aujourd'hui, l'Inde contribue à la sécurité des populations de la Casamance et à la reconstruction d'un territoire stratégique pour l'émergence économique du Sénégal », a-t-elle affirmé. L'ambassadeur d'Inde au Sénégal, Dinkar Asthana, a pour sa part rappelé les séquelles durables des conflits armés dans le Sud du pays, notamment la contamination par les mines antipersonnel et autres restes explosifs de guerre. « Ces engins de mort ont contraint des milliers de

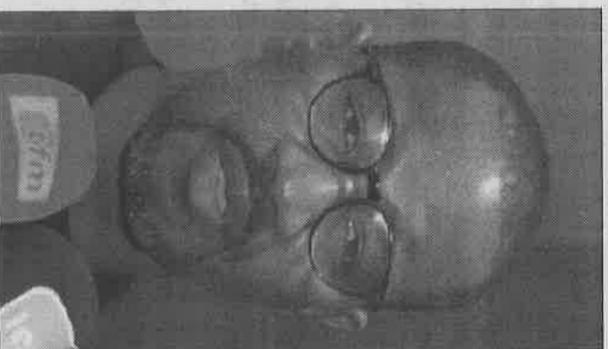
RECOUVREMENT DES AVOIRS CRIMINELS

Plus de 35 milliards de Fcfa collectés entre 2023 et 2025

Depuis sa mise en service en mars 2022, l'Office national de recouvrement des avoirs criminels (Onrac) a recouvré plus de 35 milliards de Fcfa. Son directeur général, Mor Ndiaye, l'a révélé, hier, à Dakar, lors d'un atelier sur le recouvrement et la gestion des avoirs au Sénégal.

L'Organisation non-gouvernementale (Ong) Action humaine pour le développement intégré au Sénégal (Ahdis) a, avec le soutien du Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest (Giaba), organisé, hier, à Dakar, un atelier national de sensibilisation et de plaidoyer des Organisations de la société civile (Osc) sur le recouvrement et la gestion des avoirs au Sénégal.

Lors de la cérémonie d'ouverture, le directeur général de l'Office national de recouvrement des avoirs criminels (Onrac) a salué les résultats obtenus par l'institution depuis qu'elle est devenue opérationnelle. « L'Onrac a été créé, le 23 juillet 2021, et il est devenu opérationnel en mars 2022. En moins d'un an de fonctionnement, l'Onrac avait déjà un milliard de Fcfa d'avoirs recouvrés. En 2025, les avoirs qui ont été recouvrés peuvent être estimés à plus de 35 milliards de Fcfa », a informé Mor Ndiaye. Il a précisé qu'il ne s'agit pas de biens matériels, mais d'avoirs criminels. Aussi le magistrat a-t-il salué le tra-



Mor Ndiaye, directeur général Onrac.

vail « inestimable » du Sénégal en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux. « Le Sénégal a fait un bond en avant dans son dispositif juridique concernant la criminalité financière, mais le travail doit continuer », a soutenu M. Ndiaye. C'est pourquo, il s'est ré-

joint de l'implication des organisations de la société civile dans la campagne de communication et de sensibilisation sur le recouvrement et la gestion des avoirs au Sénégal. Pour Alioune Niokhor Diouf, représentant de la Cellule nationale de traitement des informations financières (Cenif), « cette dynamique de sensibilisation vient à son heure ». « Étant au service des populations, il est important que celles-ci soient informées de ce que nous faisons », a-t-il déclaré. Soulignant « la nécessité de mieux communiquer avec les populations sur la criminalité financière », Saliou Diop, représentant de l'Office national de lutte contre la fraude et la corruption (Ofnac) a promis que cette structure va accompagner la campagne pour que « l'argent du contribuable soit mieux géré ».

Le président de l'Ahdis, Amadou Diouf, est revenu sur le sens du plaidoyer qui sera étendu dans d'autres localités du pays. « Nous sommes convaincus que les organisations de la société civile peuvent faire quelque chose dans le cadre du recouvrement au-delà de la sensibilisation, à travers la participation dans le cadre de la formulation de certaines politiques, de certaines stratégies en la matière », a expliqué M. Diouf.

Fatou SY

MISSION D'APPUI À LA STABILISATION DE LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE-BISSAU

153 militaires sénégalais ont reçu le drapeau national

THIÈS - Le 4e détachement sénégalais de la Mission d'appui à la stabilisation de la République de Guinée-Bissau (Detsen 4 Masgb), a reçu, hier, son drapeau national. Le détachement, fort de 153 militaires dont trois personnels féminins, constitue la troisième relève des éléments sénégalais déployés en Guinée-Bissau depuis le 18 mai 2022 dans le cadre de la décision de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (Cedeao) de mettre en œuvre la Mission d'appui à la stabilisation de la Guinée-Bissau (Masgb). À la suite de la tentative avortée de prise de pouvoir du 1er février 2022, la Cedeao avait décidé lors de la session extraordinaire de son Conseil de médiation et de sécurité, tenu le 10 mars 2022 à Accra (Ghana), de déployer ses forces. Devant le détachement, le général de brigade, Simon Ndour, chef d'État-major de l'Armée de Terre (Cemat), a déclaré que cette relève est une marque de confiance renouvelée des autorités de la Cedeao et de la République de Guinée-Bissau à notre pays. Il a souligné, pour s'en réjouir, que depuis le début de l'engagement aucune action hostile notable n'a été enregistrée et les populations coopèrent pleinement avec les contingents. De plus, le général de brigade Ndour a ajouté que les relations avec les autorités civiles et les forces de sécurité locales sont bonnes. Ce qui a grandement facilité l'acceptation de notre détachement de Guinée-Bissau.

La cérémonie de remise du drapeau a été une occasion pour le Cemat de magnifier la pleine coopération des populations locales avec les contingents.

Le contexte pré-électoral avec des échéances prévues en cette fin d'année 2025 constituent un enjeu majeur dans la stabilisation de ce pays frère. C'est pourquoi le général Simon Ndour fait noter que cette panoplie de missions nécessite de la part du détachement, un engagement sans faille et une rigueur inébranlable. Le contingent est placé sous le commandant du lieutenant-colonel, Léopold Thierry Tendeng.

El Hadj Mbaye Sarr DIAKHATE (Correspondant)